

La société civile rencontre le Parlement européen

***New Deal 4 Europe* au Parlement européen : des ressources propres pour l'Union européenne (UE)**

Mardi 15 mars à 12h30, au Bâtiment Altiero Spinelli du Parlement européen à Bruxelles, les citoyens européens, représentés par plusieurs organisations de la société civile de toute l'Europe (avec une majorité d'Italiens, de Français, d'Espagnols, d'Allemands, de Belges et de Tchèques), ont présenté au Parlement européen la Pétition *New Deal 4 Europe* qui demande au Parlement européen d'apporter davantage de ressources budgétaires au développement durable, à l'emploi et à la sécurité.

Les promoteurs et ceux qui soutiennent la Pétition *New Deal 4 Europe* demandent au Parlement européen d'augmenter les ressources propres du budget européen pour faire face aux urgences sociales et environnementales actuelles (22 millions de gens sans emploi, un nombre indéfini mais très élevé de gens sous-employés, un nombre toujours plus grand de migrants cherchant des emplois, des coûts élevés dus à la pollution de l'environnement). Ils demandent la promotion d'un plan extraordinaire de développement durable et pour l'emploi, financé par des ressources supplémentaires (en commençant par le budget de l'Eurozone) provenant d'une taxe sur les transactions financières, une taxe carbone et l'émission *d'euro project bonds*.

Pour financer un plan d'investissements d'une certaine ampleur qui accroisse le Fonds européen pour des investissements stratégiques, qui renforce et complète le Plan Juncker, il est nécessaire d'augmenter les ressources du budget européen des 1% actuels jusqu'à 3,5% du PIB européen.

La Pétition *ND4E* arrive au bon moment. Au printemps, le Parlement européen sera appelé à prendre une décision sur l'augmentation des ressources propres de l'UE (le Rapport Monti).

Mais les citoyens qui ont présenté la Pétition donnent aussi et en premier lieu une indication sur les secteurs stratégiques qui devraient être concernés par les investissements pour imprimer un revirement à notre modèle de développement et réaffirmer un modèle social unique au monde. Ils demandent la création d'emplois nouveaux et stables, en particulier pour les jeunes, dans les secteurs des énergies renouvelables, de la formation, d'un service civil européen, de la protection du patrimoine naturel, artistique, historique et culturel et de la sécurité.

La campagne européenne, lancée en 2013, initiée par une Initiative citoyenne européenne (ICE), a été progressivement soutenue par 68 Organisations non-gouvernementales, 126 Maires de villes européennes importantes (parmi lesquels les Maires de Turin, Paris, Rome, Lyon, Lille et Prague), 48 parlementaires européens élus aux dernières élections européennes et cinq des six candidats des principaux partis européens (socialistes, Verts, libéraux, liste Tsipras) à la Présidence de la Commission lors des élections européennes de 2014 ainsi que 47 personnalités du monde de la culture (parmi lesquelles feu Ulrich Beck et le metteur en scène de cinéma Ken Loach). A la date du 15 mars 2016 ce sont également 18 syndicats, parmi lesquels l'UGT et les CCOO en Espagne, la CFDT et l'UNSA en France, la CGIL-CISL-UIL en Italie, le syndicat des personnels des institutions européennes U4U et d'autres organisations comme le Syndicat des frontaliers Alpes-Léman, mais aussi à l'occasion de la réunion au Parlement européen la

Conférence européenne des syndicats (CES-ETUC) et de nombreuses autres associations ou personnalités qui soutiennent notre action.

Le 15 mars, les organisations qui promeuvent le *ND4E* ont été accueillies par des membres du Parlement européen (Gianni Pitella, Jo Leinen, Soledad Cabezon, Georgi Pirinski, Elly Schlein, Mercedes Bresso, Juan Fernando Lopez Aguilar, Daniele Viotti, Renata Briano, Brando Benifei, Alessia Mosca et Barbara Spinelli ; depuis la réunion, et au moment où nous avons rédigé ce texte, d'autres parlementaires européens se sont excusés de n'avoir pu être présents, dont, Javor Benedek, Ernst Urtasun, Sylvie Goulard, Jean-Marie Cavada, Vincent Peillon, Michel Dantin et Robert Rochefort).

Note : Enregistrement vidéo sur Youtube de la réunion de Bruxelles à l'adresse suivante :

<http://tinyurl.com/ND4E-Assembly-15032016>.

Communiqué du Comité ND4E européen

La société civile européenne rencontre le Parlement européen

Présentation de la Pétition *ND4E*

Un plan européen extraordinaire pour le développement durable et pour la création d'emplois

La réunion a été ouverte par Jo Leinen, Président du Mouvement Européen International, parlementaire européen et membre de la Commission des affaires constitutionnelles (*AFCO*), qui a souligné les difficultés sur la voie d'une Europe démocratique et fédérale et l'importance que peuvent avoir des initiatives de la société civile, comme *ND4E*, pour pousser l'Europe à faire face à ses responsabilités. Lucio Levi, inspirateur et premier signataire de la Pétition, a donné lecture d'un message de soutien de Monsieur Giorgio Napolitano, Président honoraire de la République italienne, à *ND4E* ; il a par la suite illustré les objectifs de la Pétition et souligné les dangers d'une situation dans laquelle les citoyens se détachent des Institutions européennes et l'urgence pour cette raison de répondre par des décisions immédiates aux problèmes qui angoissent les citoyens. Le premier membre du Parlement européen à prendre la parole a été Gianni Pittella, Président du Groupe socialiste et démocrate, qui a mis en lumière l'importance d'une telle réunion au Parlement européen en présence de membres de la société civile allemands, espagnols, français, italiens et des parlementaires européens, et qui par son existence témoigner aux membres du Parlement européen d'engagements à poursuivre les objectifs de la Pétition *ND4E*.

Ont suivi les interventions des représentants des organisations promouvant et soutenant la campagne *ND4E*. De nombreuses personnes ont participé (liste ci-dessous) et de nombreuses propositions ont été avancées. La Confédération européenne des syndicats (*CES-ETUC*) a apporté son soutien à la Pétition, de même que le groupe Verts-Alliance libre européenne du Parlement européen. Les représentants allemands, espagnols, français et italiens ont attesté de la gravité des conditions des salariés et des jeunes qu'ils aient ou non un emploi, de même que de celle des immigrants, et l'urgence que des ressources et des investissements conséquents soient mis en place pour la création de nouveaux et stables postes de travail. Toutes les organisations, chacune en regard des valeurs et des buts qu'elle poursuit, ont réaffirmé les propositions contenues dans la Pétition, toutes étroitement connectées aux sérieux problèmes sociaux et environnementaux découlant du déficit démocratique de l'actuelle Union européenne. La nécessité que le Parlement européen retrouve le rôle d'initiative qui doit être le sien a été unanimement réaffirmée.

Des membres du Comité européen *ND4E*, Jean Francis Billion (France) et Domenec Devesa (Espagne) se sont également exprimés sur la Pétition. La réunion a été clôturée par le parlementaire européen espagnol Juan Fernando López Aguilar et par le représentant du Comité italien *ND4E* Paolo Ponzano. Aguilar est revenu en détail sur les propositions de la Pétition et a réaffirmé son engagement à les soutenir. Paolo Ponzano a insisté que les prochains mois seraient décisifs en ce qui concerne une augmentation des ressources propres dans le budget européen. Le Rapport Monti sur l'augmentation des ressources propres de l'UE sera en effet présenté devant la Commission européenne avant l'été 2016. Si le Parlement européen devait laisser perdre l'opportunité de la révision du Cadre financier pluriannuel afin de demander la création de nouvelles ressources propres, la question serait alors repoussée aux années 2020/2021, mais ce pourrait être trop tard pour regagner le consensus des citoyens en faveur du projet européen.

Les signaux négatifs venant d'une partie de l'opinion publique sont inquiétants. L'Europe ne peut pas plus longtemps ignorer les problèmes sociaux, environnementaux et de sécurité qui nous menacent et cela rend nécessaire une initiative de l'Europe pour le développement et la paix dans la région Méditerranéenne. Les organisations représentant la société civile qui ont présenté la Pétition *ND4E* surveilleront ceux qui doivent prendre des décisions, et seront prêtes, en cas de besoin, à agir pour rappeler les objectifs promis par la Campagne *ND4E*.

L'enregistrement vidéo de la réunion de Bruxelles sur 15 mars sur la Pétition *ND4E* est disponible sur Youtube à l'adresse suivante : <http://tinyurl.com/ND4E-Assembly-15032016>.

Toutes les nouvelles pourront être trouvées dans la prochaine *Newsletter* de la Campagne *ND4E* et sur son site internet : www.newdeal4europe.eu

Intervenants des organisations de la société civile soutenant la Pétition *ND4E* à la réunion au Parlement européen du 15 mars 2016

Par ordre d'intervention :

Mariano Fandos, Secrétaire confédéral de la Confédération démocratique du travail, France
Wolfgang G. Wettach, Parti Vert allemand et *Europa Union Bad Württemberg*, Allemagne
Raffaella Bolini, Responsable des relations internationales de *l'ARCI*, Italie
Silvana Roseto, Syndicats *CGIL-CISL-UIL*, Italie
Claude Denagtergal, Conseiller Confédération européenne des syndicats – *ETUC*, Belgique
Giuseppe Gulia, Secrétaire général, Fédération internationale *ACLI*, Italie
Isabel Cano, *Unión General de los Trabajadores (UGT)*, Espagne
Georges Vlandas, Président de *U4U*, Belgique
Simone Fissolo, Président de la Jeunesse Européenne Fédéraliste italienne (*JEF*), Italie
Nicole Fondeneige, Pacte Civique, France
Mauro Albrizio, *Lega ambiente*, Italie
Virgilio Dastoli, Président du Conseil italien du Mouvement Européen (*CIME*), Italie
Catherine Vieilledent, Secrétaire générale du Groupe Europe, Belgique
Gérard Vernier, Sauvons l'Europe, France

D'autres personnes n'ont pu se déplacer pour exprimer leur soutien, dont **Emilie Trigo**, Secrétaire confédérale de l'Union des syndicats autonomes (*UNSA*) représentée par M. **Fandos** de la *CFDT*), et **Pierre-Jean Coulon**, Secrétaire confédéral Confédération française des travailleurs chrétiens (*CFTC*), **Raffaella Bolini**, Responsable pour les relations internationale de *l'ARCI*, **Florent Banfi**, Président *UEF*- France...

Organisations représentées mais qui n'ont pu intervenir

Giuseppe Gulia, Secrétaire générale, Fédération *ACLI* International
Stefano Milia, Conseil italien du Mouvement Européen (*CIME*)
Cinzia Delrio, *Unione Internazionale dei Lavoratori* International
Emma Klever, Mouvement Européen International (en représentation également du Mouvement Européen France)
Bruno Boissière, Représentant à Bruxelles, Centre International de Formation Européenne (*CIFE*)
Bernard Snoy, Président européen de *ELEC-Ligue Européenne de Coopération Economique*
Pietro Emili, Directeur de la Maison du Peuple d'Europe (Belgique)

Parlementaires européens ayant pris la parole en soutien

Gianni Pittella, Président du Groupe Socialistes et Démocrates (*S&D*) au Parlement européen
Jo Leinen, MEP *S&D* Allemagne
Mercedes Bresso, MEP *S&D* Italie

Barbara Spinelli, MEP GUE Italie
Elly Schlein, MEP S&D Italie
Renata Briano, MEP S&D Italie
Barbara Spinelli, MEP GUE Italie
Brando Benifei, MEP S&D Italie
Juan Fernando López Aguilar, MEP S&D Espagne
Georgi Pirinski, MEP S&D Bulgarie

Parlementaires européens présents mais n'ayant pu prendre la parole

Margrete Auken, MEP Verts-ALE Danemark
Alessia Mosca, MEP S&D Italie

Assistants de parlementaires européens ayant confirmé leur soutien

Mariano Zosi, assistant de **Danuta Hubner**, MEP PPE
Anita Banfi, assistant de **Patrizia Toia**, MEP S&D
 Assistant de **Daniele Viotti**, MEP S&D
Regina Dworschak, assistant de **Joachim Schuster**, MEP S&D
 Assistant de **Ernst Margall**, MEP Verts - ALE
 Assistant de **Ernest Urtasun**, MEP Verts - ALE

Parlementaires Européens s'étant excusé(e)s pour leur absence

Sylvie Goulard, MEP ALDE France
Soledad Cabezón, MEP S&D Espagne
Javor Benedek, MEP Greens Hongrie
Jean-Marie Cavada, MEP ALDE France
Vincent Peillon, MEP S&D France
Michel Dantin, MEP PPE France
Robert Rochefort, MEP ALDE France

Membres présents du Comité européen *ND4E* :

Jean-Francis Billion, Coordinateur du Comité français *ND4E*, Comité directeur de l'UEF France
Domènec Devesa, Vice-Président de l'UEF Espagne, Comité espagnol *ND4E*
Francesco Franco, Comité belge *ND4E*
Paolo Ponzano, Comité italien *ND4E*

NEW DEAL 4 EUROPE

Réunion au PARLEMENT EUROPEEN à BRUXELLES : LA SOCIETE CIVILE RENCONTRE LE PE le 15 MARS 2016

Nicole Fondeneige (intervenante du Pacte Civique à la réunion)

Note initialement destinée aux membres du Groupe Europe du Pacte Civique

La séance a été ouverte par **Jo Leinen**, MEP et Président du Mouvement Européen International (MEI), puis **Gianni Pitella**, Président du groupe socialiste, une salle du groupe socialiste ayant été mise à disposition. Les députés présents venaient du groupe socialiste et de la GUE (Barbara Spinelli) –allemand (Jo Leinen) et principalement italiens ou espagnols. Remarque : aucun des pays d'Europe du Nord ou de l'Est, ni des groupes ALDE ou PPE. Dans l'assistance : des Français, Belges, Italiens, Espagnols, Allemands, de sensibilité socialiste ou écologiste, des représentants syndicaux y compris de la CES (même remarque sur le peu de diversité géographique ou politique). Jean-Francis Billion a excusé 3 députés français qui avaient écrit (Sylvie GOULARD, Jean-Marie CAVADA et Vincent PEILLON).

Lucio Levi, premier signataire de la Pétition, a rappelé la constitution de 10 comités nationaux, le soutien à *ND4E* de 68 ONG, 13 syndicats, 126 Maires de grandes villes, 47 personnalités du monde de la culture et 50 membres du Parlement européen. A la suite de l'ICE, la pétition (qui sera examinée par la commission des pétitions du PE) demande un plan pour l'emploi, avec la création d'emplois nouveaux et stables, particulièrement pour les jeunes, dans les secteurs stratégiques des énergies renouvelables, de la préservation de l'environnement, de l'héritage historique et culturel et de la sécurité. Un constat : le Plan Juncker est insuffisant et bloque sur les ressources propres (taxes sur les transactions financières et sur les émissions de CO2 ainsi que d'*euro project bonds*). Insistance sur le moment crucial d'actualité et la montée des mouvements populistes lors des élections partielles en Allemagne, les risques de retours en arrière, le fossé entre les citoyens et les institutions, le manque de parole d'une seule voix de l'Europe qui n'est pas une puissance globale, l'absence de diplomatie par rapport au Moyen-Orient et à l'Afrique.

La parole a été ouverte à l'assistance composée des membres de la **société civile européenne** (une trentaine de personnes)

Dans le domaine du travail : demande de sortir de la compétitivité par les coûts et mettre l'accent sur la recherche et le développement, intégrer les plus pauvres, promouvoir un travail "décent", y compris dans le secteur de l'agriculture, risque de recul des droits des travailleurs dans le "deal" entre Cameron et le Conseil européen.

Parmi les interventions liées à des considérations écologiques : demande de la suppression des subventions aux énergies fossiles et critique de la proposition de W. Schäuble d'instituer une taxe sur l'essence pour financer les coûts liés à l'immigration.

Urgence de reconvertir des fonds (certains étant sous-utilisés) pour faire face aux problèmes climatiques et un plan massif d'intégration des réfugiés, en augmentant les fonds structurels et le FSE.

Les dossiers sur les ressources propres ont pris du retard : il y a des blocages de certains pays et le parlement est mis à l'écart.

La pétition agglomère des demandes diverses et donne prétexte à des refus de signatures lorsqu'on n'est pas d'accord sur tout : exemple refus de soutien des syndicats allemands à cause de la référence à une taxe carbone.

Ont été soulignés :

- la nécessité d'une bonne coordination entre les députés qui soutiennent *ND4E* dans les différents domaines de leurs dossiers,
- faire des propositions qui unissent : dire peu et au bon moment
- profiter de la révision à mi-parcours du cadre financier : imposer un débat inter-institutionnel
- mettre l'accent sur les ressources propres de l'UE et budget de la zone euro
- se référer au travail du groupe présidé par Mario Monti
http://ec.europa.eu/budget/mff/hlgor/index_fr.cfm

J'ai pu prendre la parole brièvement pour expliquer la genèse du Pacte civique en 2011 et la pertinence de la réflexion menée à la veille des échéances de 2017. L'impression donnée dans les discours que l'Europe impose alors que les décisions sont prises par les chefs d'Etat avec des préoccupations nationales, l'inquiétude face au manque de volonté de trouver des ressources propres avec l'exemple des pays se retirant du projet de coopération sur la mise en place d'une TTF (voir ci-dessous)

(AE) FISCALITÉ : L'AUTRICHE VEUT MAINTENIR CE QU'IL RESTE DE LA COOPÉRATION RENFORCÉE SUR LA TTF

Bruxelles, 12/02/2016 (Agence Europe) - Le Ministre autrichien des Finances, Hans Joerg Schelling, a déclaré, jeudi 11 février à l'agence Bloomberg, vouloir trouver des solutions, lors d'une réunion en mars, pour éviter que d'autres pays ne quittent la coopération renforcée sur la taxe sur les transactions financières.

L'Estonie écrira une lettre dans les prochaines semaines pour notifier formellement au Conseil et à la Commission son départ, après avoir reçu, comme les autres États membres, l'avis du service juridique du Conseil disant qu'il n'y avait pas de procédure spécifique pour quitter une coopération renforcée.

Plus tôt dans l'année, la Belgique laissait également entrevoir des doutes sur le maintien de sa participation au groupe des dix États restants. Elle craint un impact négatif sur les fonds de pension et l'économie réelle, mais également sur le projet de mettre en place une union des marchés des capitaux. La Slovaquie

craint pour sa part que la TTF ne lui rapporte pas suffisamment de recettes par rapport aux coûts de sa mise en oeuvre. Une coopération renforcée requiert la participation de neuf États. Plusieurs sources reconnaissent que, si ces deux pays devaient abandonner, ils le feraient ensemble.

« Si certains pays quittent (la coopération renforcée), nous n'aurons plus rien à discuter », a encore dit M. Schelling à Bloomberg, précisant toutefois que, dans l'accord politique, les États étaient clairs sur le fait que la TTF sera mise en oeuvre uniquement si les revenus à en tirer sont assez élevés. (Elodie Lamer)

(AE) FISCALITÉ. L'AUTRICHE VEUT DÉFINIR DES OBJECTIFS DE REVENUS POUR LA TTF

Bruxelles, 15/02/2016 (Agence Europe) -Le Ministre autrichien des Finances, Hans Jürg Schelling, voudrait fixer entre 15 et 20 milliards d'euros l'objectif en termes de revenus que devrait rapporter la future taxe sur les transactions financières (TTF).

Dans une lettre transmise récemment à ses collègues, M. Schelling, qui préside les réunions sur la TTF au niveau ministériel, estime que la future taxe devrait lever suffisamment de revenus pour en valoir l'effort. «Cependant, jusqu'ici, nos réunions se sont principalement concentrées sur des exemptions. Par nature, elles réduisent les revenus et augmentent le fardeau administratif», a-t-il écrit, estimant que ces exemptions seraient tout de même nécessaires. « Pour avoir un équilibre entre les revenus et le fardeau administratif, nous devrions définir un objectif en termes de revenus », écrit encore M. Schelling. La Commission, explique-t-il, estimait que sa proposition initiale permettrait de lever 34 milliards pour la zone des Dix. Compte tenu des modifications déjà apportées au texte, le ministre suggère alors de fixer l'objectif entre 15 et 20 milliards d'euros. Il propose à ses pairs une réunion en marge de l'Eurogroupe ou du Conseil Écofin de mars. La proposition laisserait toutefois perplexe. Au sein d'une délégation, on explique qu'un tel objectif n'a pas de sens et que la clé de distribution sera également problématique. (Elodie Lamer)